

**« Vie Politique et Evolution Constitutionnelle de Maurice – 1958-1968 :
Les Sources du *Public Records Office* »**

Manorama Akung

Doctorante,

Université de la Réunion

Résumé

44 ans après l’accession de l’île Maurice à la souveraineté nationale, le processus de démocratisation et de décolonisation, dans une grande mesure gravé dans la constitution de 1968, n’a pas encore été restitué dans divers aspects. Les récits historiques sur cette période charnière du pays sont en général des narrations à caractère partisan ou profondément influencées par des considérations ethnocentriques ou idéologiques. Malgré quelques travaux récents de grande valeur d’A. Smith-Simmons, de J. Chan Low, ou de D. Sutton, il n’existe toujours pas une grande synthèse intégrant les données des sources officielles désormais accessibles au *Public Records Office*.

Ces dossiers, déclassifiés depuis une dizaine d’années, comprennent, entre autres, les *Constitutional Development files*, les *Political Intelligence Reports*, les rapports d’experts, les rapports de mission des officiers et autres dignitaires britanniques suite à leur séjour dans l’île, les correspondances des gouverneurs, les dossiers confidentiels des conférences constitutionnelles tenues à Lancaster House et les mémorandums soumis par les divers protagonistes.

Ces sources officielles apportent un nouvel éclairage à la fois sur les dynamiques de la vie politique à l’île Maurice dans les années 50 et 60, et son influence sur les concepts, la philosophie et les mécanismes qui furent finalement intégrés dans la constitution du pays. A titre d’exemple, l’étude des ‘*Intelligence Reports*’ et des *Constitutional development files* nous aide à mieux cerner les enjeux autour de l’institutionnalisation de l’ethnicité dans la constitution, le rôle des mouvements socio-religieux dans l’évolution politique, le poids des médias, plus précisément des journaux, sur la vie politique locale, l’influence du contexte économique et social insulaire, le regard du ‘*Colonial*

Office sur les événements locaux et sur les acteurs politiques et comment ces perceptions influencèrent l'évolution constitutionnelle de même que le poids de la stratégie diplomatique internationale.

Ainsi, les documents du PRO constituent des sources incontournables mais largement inexploitées pour cerner l'évolution politique et constitutionnelle du pays de 1958-1968.

L'auteur de ce résumé est bénéficiaire d'une allocation du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et de la Région Réunion.